

de rapports, à ce que le décès, aux colonies, d'un père, d'un frère ou même d'un parent d'un degré éloigné soit promptement connu de la famille qu'il a pu laisser en France, avantage qui ne résulte pas aujourd'hui d'une manière assez directe et assez générale de la double formalité de l'envoi des états de successions vacantes et des renvois d'enregistrement; j'ajoute que, cette mesure recoit déjà, depuis plusieurs années, son exécution à la Martinique et à la Guadeloupe, et qu'elle se justifie d'ailleurs par ce qui se pratique en France, où les maires et adjoints donnent toujours, et sans aucun retard, avis au juge de paix du canton, ou, à défaut de celui-ci, au juge de paix le plus voisin, de la mort de toute personne de son arrondissement qui laisse pour héritiers des pupilles, des mineurs ou des absents.

Il me paraît donc utile, pour l'intérêt des familles comme sous un point de vue d'uniformité, que, dorénavant, les administrations coloniales, sans exception, envoient ponctuellement au Département de la Marine, à la fin de chaque trimestre, un relevé nominatif des Européens, attachés ou non au service, qui viendront à décéder aux colonies, soit dans les hôpitaux soit ailleurs. Dans le premier cas, c'est-à-dire pour les individus morts dans les hôpitaux, il conviendra de continuer à m'adresser les extraits mortuaires, en exécution de l'article 80 du Code civil; seulement, j'ai à recommander qu'on s'abstienne de m'envoyer, comme on l'a fait trop souvent, les actes de décès des créoles ou des Indiens, et qu'on s'en tienne exclusivement à l'envoi des actes concernant le décès des Européens. L'envoi devra être fait, quand il s'agira de militaires, fonctionnaires ou agents décédés, sous le timbre du *Bureau du personnel et des services militaires*, et pour tous autres individus sous celui du *Bureau de législation et d'administration*.

Dans le second cas, c'est-à-dire quand des Européens civils décéderont à domicile, le relevé qui sera dressé pour m'être transmis devra présenter par colonnes l'indication : 1° du lieu du décès; 2° des noms, prénoms, âge et profession des décédés; 3° des lieux de naissance ou du dernier domicile, quand ils seront connus, ou, dans le cas contraire, tous renseignements propres à mettre, s'il est possible, sur la trace de l'un ou de l'autre; 4° de la date du décès; 5° il fournira également des renseignements sur la nature et l'importance approximative des successions. Ce relevé mensuel devra être dressé sur les états fournis par les maires et certifié conforme par M. le Directeur de l'Intérieur.

Je vous invite, Monsieur le Commissaire, à notifier circulairement à qui de droit les prescriptions de cette dépêche, et à pourvoir à ce que l'objet en soit exactement rempli dans la colonie.

Vous voudrez bien, d'ailleurs, me rendre compte de la suite immédiate qui aura été donnée par vos soins à la présente communication.

Recevez, etc.

*Le Ministre Secrétaire d'État de la Marine et des Colonies,*

Pour le Ministre et par son ordre :

*Le Directeur des Colonies,*

Signé : MESTRO.

*Rappel de diverses communications au sujet de l'envoi d'états trimestriels des Européens décédés dans les colonies.*

Paris, le 7 mai 1853.

MONSIEUR LE COMMISSAIRE IMPÉRIAL, par une circulaire ministérielle du 17 octobre 1851, numérotée 115, Monsieur votre prédécesseur a été invité à envoyer, tous les trois mois, à mon Département, des états nominatifs concernant les personnes d'origine européenne décédées dans les Établissements français de l'Océanie. Je vous ai adressé, à cet effet, sous la date du 31 janvier 1852, un